

Syndicats français - À la CGT, une écologie née dans l'usine

mercredi 3 juin 2026, par [RUTKOWSKY Mathilde](#)

Quelle vision de l'écologie trouve-t-on au sein de la centrale syndicale qui se réunit jusqu'au 5 juin 2026 à Tours, dans l'Indre-et-Loire, pour son 54^e congrès ? L'étude de prises de position successives montre que le sujet est au cœur de ses réflexions et de ses actions depuis plus de cinquante ans, même si le terme d'écologie n'est pas toujours le plus utilisé pour l'évoquer.

Sommaire

- [Une écologie née dans l'usine](#)
- [Quand les trajectoires diverge](#)
- [L'écologie : un dossier \(...\)](#)
- [Fin du monde, fin du mois ?](#)
- [Un diagnostic constant, \(...\)](#)

Fondée en 1895, à Limoges (Haute-Vienne), la Confédération générale du travail compte plus de 600 000 membres (Ici, manifestation à Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, le 2 décembre 2025). Miguel Medina/AFP

En avril 2024, le [groupe SEB](#) mobilise ses salariés contre une [proposition de loi](#) visant à interdire les PFAS, ces polluants quasi indestructibles que l'on retrouve dans les poêles antiadhésives, les emballages alimentaires ou les textiles imperméables.

Sous la pression du lobbying industriel, les ustensiles de cuisine sont finalement exemptés du texte. La CGT, elle, refuse de participer à la manœuvre. Dans un [communiqué](#), elle écrit : « Le patronat nous refait le coup de l'amiante ». Pour elle, faute d'avoir investi dans des alternatives, les industriels font peser sur leurs salariés le coût politique de la régulation environnementale.

La scène surprend peu ceux qui suivent le sujet. Pourtant, dans l'imaginaire collectif, la CGT reste rarement associée à l'écologie. Fondé en [1895](#), le syndicat, qui revendique aujourd'hui plus de [600 000 adhérents](#), demeure souvent perçu comme un défenseur de l'industrie et de l'emploi, quitte à s'opposer aux contraintes environnementales.

Comment expliquer ce décalage ? Dès les années 1960, la CGT développe pourtant une réflexion propre sur ce sujet. Mais elle ne le pense pas comme le mouvement écologiste naissant, et cette différence va peser pendant près d'un demi-siècle. Si ce diagnostic est resté longtemps inaudible, ce n'est pas faute d'avoir été formulé, mais parce que plusieurs obstacles, externes et internes au syndicat, en ont durablement brouillé la réception. À l'origine, c'est dans les usines et les zones industrielles de l'après-guerre que cette réflexion prend racine, bien avant que le mot « écologie » n'entre dans le vocabulaire syndical.

Une écologie née dans l'usine

Dans la France des Trente Glorieuses, une cheminée qui fume est un signe de prospérité. Jusqu'au 4 janvier 1966. Ce jour-là, à la raffinerie de pétrole de Feyzin, au sud de Lyon, une [fuite de propane se produit](#) lors d'une opération de maintenance sous une sphère de stockage. Le gaz se répand jusqu'à la route nationale voisine, où il s'enflamme au contact d'un véhicule. Le feu se propage aux réservoirs et provoque une série d'explosions. Une boule de feu s'élève à des centaines de mètres de hauteur.

Dix-huit personnes y trouvent la mort, près de 1 500 habitations sont endommagées dans les communes voisines. Ce drame marque durablement les esprits : c'est la [première grande catastrophe industrielle](#) moderne en France. Dans le « couloir de la chimie », cette zone industrielle qui longe le Rhône au sud de Lyon, beaucoup de salariés vivent à proximité des usines : ils respirent les mêmes fumées à l'atelier et chez eux.

Au terme du procès intenté contre les dirigeants de la raffinerie, la CGT publie sa lecture des événements. Elle ne parle pas d'erreur humaine. Elle [écrit](#) : « Le vrai coupable, la productivité, n'est pas encore condamné ». Pour le syndicat, l'explosion n'est pas un accident isolé. C'est le résultat d'un système qui fait passer le rendement avant la sécurité. Celle des travailleurs, mais aussi celle des riverains.

Cette lecture devient vite structurante. En 1972, lors de son [congrès de Nîmes](#), la CGT intègre le concept de « cadre de vie ». L'idée est simple et part du constat que Feyzin avait rendu visible : les nuisances industrielles ne s'arrêtent pas aux portes de l'usine. Travail, logement, transports, pollution forment un même ensemble. Dans cette perspective, l'écologie (même si elle n'est pas encore formulée en ces termes) n'est pas un combat séparé : elle prolonge la lutte syndicale.

Quand les trajectoires divergent

Mais au même moment, le mouvement écologiste naissant développe une [autre critique](#). Il remet en cause la croissance, le progrès technique et parfois l'industrialisation elle-même. La CGT, elle, ne partage pas cette vision. Elle ne critique pas l'industrie en tant que telle, mais les rapports sociaux qui organisent la production. Si les préoccupations peuvent converger, les cadres d'analyse, eux, [divergent profondément](#). Un fossé entre monde syndical et monde écologiste commence alors à se creuser.

Cette divergence s'accroît au cours des années 1970, où le nucléaire devient un [point de rupture majeur](#). Tandis que la CGT défend le programme électronucléaire au nom de l'indépendance énergétique et de l'emploi industriel, une grande partie du mouvement écologiste français se construit [contre l'atome](#). Une défiance réciproque s'installe alors durablement.

La crise économique enfonce le clou. À partir de [1974](#), quand les effets du premier choc pétrolier se font sentir en France, le chômage de masse et les fermetures d'usines replacent la défense de l'emploi [au centre des priorités syndicales](#). Dès qu'une régulation environnementale menace un site industriel, certaines directions brandissent la [menace de suppressions d'emplois](#) : ce que l'histoire appellera plus tard le « chantage à l'emploi ». Peu à peu, le débat public se rigidifie : emploi d'un côté, environnement de l'autre. Et la CGT se retrouve souvent assignée au camp du productivisme.

L'écologie : un dossier parmi d'autres ?

Cette image d'un syndicat étranger à l'écologie masque pourtant un travail de fond continu au sein de la CGT. Au début des années 1980, elle crée un secteur confédéral « cadre de vie » intégrant pour la première fois les questions environnementales et confie ce portefeuille à Lydia Brovelli, première secrétaire confédérale chargée du sujet. Le terme est révélateur : l'environnement est d'abord pensé à partir des conditions de vie et de travail des salariés. Pour Brovelli, il constitue un [« besoin social à satisfaire »](#), au même titre que le logement ou la santé.

Mais l'environnement ne parvient pas encore à exister seul : il se noie [parmi d'autres dossiers](#) et peine à trouver sa place dans l'organisation syndicale. Les travaux de Catherine Bonne, chercheuse en sciences de gestion, montrent que cette marginalisation interne a des [effets très concrets sur la visibilité du syndicat](#) : dans les années 1980, la CGT organise régulièrement des conférences de presse sur l'environnement, mais les journalistes spécialisés ne s'y rendent presque pas, préférant s'adresser à la CFDT, perçue comme l'interlocuteur naturel sur ces questions.

Les catastrophes industrielles, pourtant, ne cessent de confirmer le diagnostic posé à Feyzin : [Bhopal en 1984](#), Tchernobyl en 1986, [AZF à Toulouse en 2001](#)...

À chaque fois, les travailleurs et les riverains figurent parmi les premiers touchés. À chaque fois, les risques industriels ne relèvent pas du hasard, mais de choix productifs et organisationnels. Par exemple, à Toulouse en 2001, c'est le choix de stocker des quantités massives de nitrate d'ammonium sur un site vieillissant, en zone urbaine, qui conduit à l'explosion de l'usine AZF : 31 morts et plus de 2 000 blessés parmi les travailleurs et les habitants des quartiers voisins.

En 1999, la CGT reformule son approche dans le cadre du [« développement humain durable »](#), un référentiel articulant progrès social, développement économique et protection de l'environnement, qui ne quittera plus le syndicat. La question écologique, pourtant, reste souvent reléguée derrière d'autres urgences, au premier rang desquelles la défense de l'emploi.

Elle se heurte aussi à la structure même de la CGT. Ses fédérations professionnelles sont largement [autonomes](#). Or celles qui ont le plus de liens avec les activités fossiles, dans la chimie, les mines ou l'énergie, sont aussi les [plus puissantes](#). Parmi les plus anciennes de la confédération, elles restent enracinées dans des secteurs stratégiques où le taux de syndicalisation [dépasse les 20 %](#), contre moins de 8 % en moyenne dans le privé. Ce sont aussi les [plus directement exposées aux transformations écologiques](#). Quand elles contestent publiquement les orientations confédérales, c'est leur opposition qui retient l'attention, pas les décennies de réflexion qui l'ont précédée.

Fin du monde, fin du mois ?

Mais à la fin des années 2010, la donne change des deux côtés. Les [mobilisations climatiques et la crise des gilets jaunes](#) rappellent qu'aucune transition écologique ne peut être durable sans réponse aux enjeux de justice sociale[1]. Une partie du mouvement écologiste réintègre alors plus explicitement la question du travail et de l'emploi dans [ses analyses](#).

Dans le même temps, les organisations syndicales intègrent plus fortement l'urgence climatique à leurs revendications. Lors du [contre-sommet du G7 à Biarritz](#) en août 2019, les premiers échanges directs se nouent entre la CGT et plusieurs organisations écologistes.

En janvier 2020, ces contacts débouchent sur la formation du collectif [Plus jamais ça](#), cosigné par la CGT, Greenpeace, les Amis de la Terre et Attac, pour porter des propositions communes sur la justice sociale et la transition écologique. Le collectif deviendra par la suite [l'Alliance écologique et sociale](#). Pour deux mondes qui se regardaient avec méfiance depuis un demi-siècle, c'est un véritable tournant.

Sur le terrain, des convergences concrètes prennent forme au même moment. À [Grandpuits](#), en Seine-et-Marne, la section CGT de la raffinerie Total s'allie en 2020 avec plusieurs organisations également membres du collectif pour élaborer un [contre-projet industriel](#) face au plan de reconversion du site porté par Total (voir encadré).

Mais cette initiative locale se heurte à la [Fédération nationale des industries chimiques](#) (FNIC-CGT), dont dépend la section de Grandpuits, et qui s'oppose au rapprochement avec les écologistes. La tension n'est pas isolée : à l'échelle nationale, les fédérations de la chimie et des mines-énergie contestent aussi l'alliance confédérale elle-même.

C'est finalement la question du nucléaire qui provoque la rupture. La fédération des mines-énergie et les organisations écologistes campent sur des positions inconciliables, et la [CGT se retire de l'Alliance](#) en 2022. Confédération, fédérations, sections locales : les positions sur l'écologie ne se construisent pas au même rythme ni dans la même direction au sein de la CGT. Et ce sont le plus souvent les résistances qui retiennent l'attention, pas les convergences construites sur le terrain.

Un diagnostic constant, une reconnaissance tardive

En 2024 jusqu'à aujourd'hui face aux PFAS, la CGT tient au fond le même raisonnement qu'en 1966 face à Feyzin : la pollution n'est pas un accident, mais le produit de choix qui font passer le profit avant la santé des travailleurs et des riverains. Ce qui a changé, ce n'est pas le diagnostic. Ce sont les conditions de sa réception.

En janvier 2025, la CGT crée ainsi un « [collectif PFAS](#) » pour organiser la défense des salariés exposés aux polluants éternels et [réclamer leur interdiction](#). « On ne veut pas travailler pour perdre sa santé, mais pour gagner sa vie », [résume](#) Jean-Louis Peyren, secrétaire fédéral de la FNIC-CGT et coordinateur du collectif. Entre convergences et ruptures, entre initiatives locales et blocages internes, l'écologie de la CGT continue de se construire comme elle l'a toujours fait : depuis le travail.

[Mathilde Rutkowski](#), Doctorante, [Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne](#)

< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

P.-S.

- The Conversation. Publié : 3 juin 2026, 11:34 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).